



# COMBAT OUVRIER

Pour la construction  
d'un parti ouvrier  
révolutionnaire en  
Martinique et en  
Guadeloupe.  
Pour l'émancipation  
des peuples de  
Martinique et de  
Guadeloupe.  
Pour la reconstruc-  
tion de la IV<sup>ème</sup>  
Internationale.

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

samedi 23 février 1979

N° 11

PRIX : ANTILLES 1,50F  
FRANCE 2F

Editorial

## APRES BAIMBRIDGE... LE POUVOIR COLONIAL A RAISON D'ETRE INQUIET

Affairement, inquiétude et même une certaine frousse se sont emparés des autorités coloniales à la suite des événements qui se sont déroulés au lycée baimbridge en Guadeloupe.

Ces gens, colonialistes plus ou moins haut placés qui détiennent le pouvoir savent qu'ils vivent ici sur une véritable poudrière. Il suffit de peu pour la faire exploser. Un incident entre blancs et noirs peut très bien être l'étincelle qui met le feu aux poudres.

Car à un niveau ou un autre dans les colonies que sont les Antilles les noirs se trouvent face à un pouvoir blanc. Juges, CRS, gendarmes, préfets et la plupart des hommes d'affaires qui détiennent la puissance économique ici sont blancs.

Nier que rancœur et haine se sont accumulés dans les cœurs des noirs contre les blancs responsables de leur exploitation et de leur oppression serait pure hypocrisie. Et le pouvoir sait cela.

La fiction des «départements français comme les autres», il n'y croit pas lui-même.

Cette administration a raison d'être inquiète. Car d'autres catégories de la population ont des raisons encore plus impérieuses de faire exploser leur colère. Mépris, humiliation, racisme, atteintes à la dignité sont le lot quotidien des travailleurs. Ceux qui sont au bas de l'échelle sociale supportent non seulement le racisme de leur patron — quand il est blanc — son mépris quand il est noir, mais aussi son exploitation dans les deux cas.

Et puis il y a aussi les familiarités blessantes des gendarmes des communes, l'arrogance et la morgue de fonctionnaires blancs ou noirs qui du haut de leur état traitent avec dédain le petit peuple.

Certes il faut combattre le racisme partout où il se manifeste, mais toutes les formes de mépris et la condition insupportable d'exploités doivent être aussi et en premier lieu combattues.

Sont aussi à combattre, ceux qui au sein même de la population insultent gravement notre dignité. Comme ces gens du RPR local qui tout noirs qu'ils sont ne devraient pas échapper à la colère populaire quand ils condamnent ceux qui ont été agressés par des racistes.

Le pouvoir, préfet, sous-préfet et autres recteurs ont fait preuve de perspicacité en cédant rapidement aux revendications des lycéens opposés au racisme.

Mais si tous les exploités le veulent, ils peuvent contraindre ces gens à céder encore plus et à mettre fin à une situation coloniale qui n'a que trop duré.

## BAIMBRIDGE: Bagarres entre élèves noirs et blancs

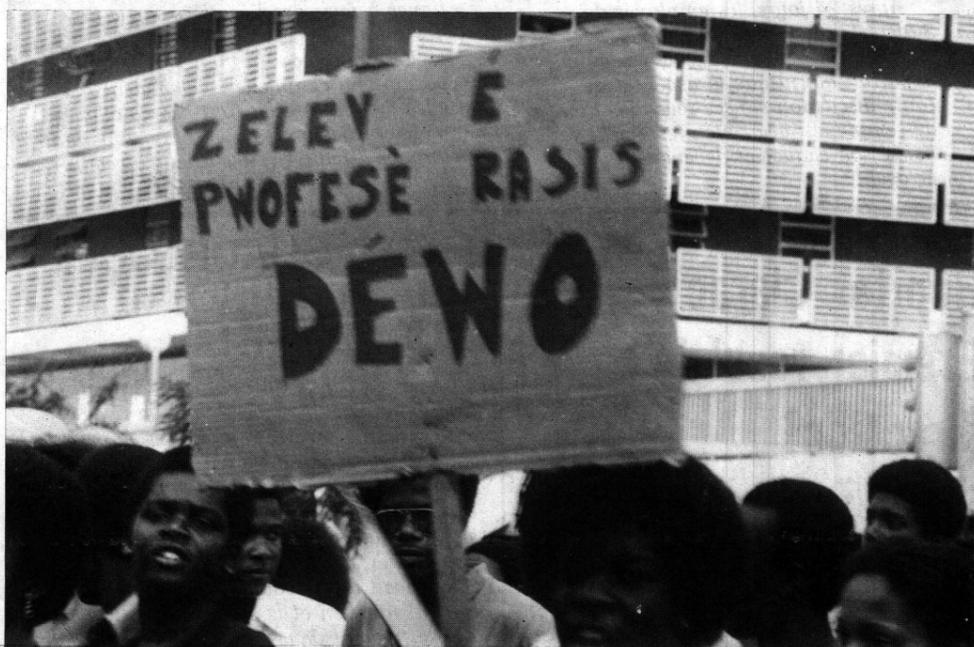
Avant le 15 Février : Une certaine tension existe entre élèves français et guadeloupéens, les seconds reprochant aux premiers de constituer un groupe à part et de faire du motocross à l'intérieur du lycée. De plus, deux élèves sont venues en classe avec des inscriptions racistes sur leurs chaussures de sport et sur un tricot : «Vive le racisme» «je suis raciste».

Dans la semaine du 5 au 12 : Une bagarre éclate entre un élève français et un élève guadeloupéen, le premier frappe violemment le second à qui il reproche d'avoir mis du sable dans le réservoir de sa moto.

Lundi 12 Février : Le frère du jeune Guadeloupéen décide de riposter. Une violente bagarre s'en suit. L'élève français frappe l'autre à coups de chaîne. Après cette bagarre, deux clans se forment, l'un constitué d'élèves français, l'autre de guadeloupéens. Ces derniers s'en prennent violemment aux élèves racistes.

Mercredi 14 Février : La tension monte. Des bousculades et échauffourées se produisent au lycée toujours entre les deux communautés d'élèves. Une bataille rangée se prépare pour le lendemain.

Jeudi 15 Février : Les élèves français sont venus avec du renfort, des élèves du collège Massabielle. Le père de l'élève dont la moto fut détériorée, un professeur du LEP de Baimbridge, est là, armé paraît-il d'une barre de fer. Le groupe s'attaque aux élèves



UNE PROVOCATION RACISTE FAIT EXPLOSER LA COLERE DES LYCEENS guadeloupéens. Ces derniers ripostent violemment et laissent exploser leur colère. C'est une petite émeute qui est déclenchée dans les deux lycées, technique et moderne. Les élèves se battent à coup de cou-

teaux et de rasoirs. Des motos sont incendiées. Les élèves français vont se réfugier dans le bureau du proviseur qui manque d'être pris d'assaut.

(Suite page 2)

## MARTINIQUE - APRES LE S.O.S DE LA CGTM: PREPARONS-NOUS A LA LUTTE !

Les dirigeants du Bureau de la CGTM multiplient les réunions et les initiatives.

Ainsi un appel — en forme de SOS ! — a été diffusé parmi les travailleurs. Le texte en question, s'il n'appelle à aucune action précise, se termine par une vague invitation à rester «vigilants» et à se tenir prêts à toute «éventualité» !

La CGTM dénonce le chômage, les fermetures d'entreprises, les menaces qui pèsent sur les agriculteurs de la canne ou de la banane.

Mais aucune action en profondeur n'est envisagée. Aujourd'hui la direction de la CGTM demande aux sections et syndicats composant la Confédération de se préparer à une grève ! Il s'agit probablement de ces sempiternelles journées de grève dite «générale» où les syndicats peuvent passer en revue leurs troupes et justifier aux yeux des syndiqués leur propre existence.

Mais il n'y a là rien qui soit sérieusement engagé contre la situation très grave que vit la classe ouvrière des Antilles.

Il n'est d'ailleurs même pas sûr que cette journée de grève générale aura effectivement lieu, ni même qu'elle soit très «générale».

En tout cas une chose est sûre, c'est que ce n'est pas avec des mouvements sporadiques de ce genre que les travailleurs réussiront à freiner puis à stopper la politique de l'Etat et du patronat. Ceux-ci se sentent actuellement les coudées franches. Rien ni personne ne se met en travers de leur route.

Les licenciements de toute la branche in-

dustrielle continuent de plus belle. Industrie sucrière, métallurgie, bâtiment sont en passe de licencier une nouvelle vague de travailleurs. Et ces capitalistes agissent dans l'impunité la plus totale. Les planteurs — les gros — menacent de diminuer les surfaces plantées et donc de mettre au chômage des milliers d'ouvriers agricoles, et la seule réaction des organisations ouvrières, c'est de faire appel au gouvernement !

Comme si toute cette politique n'était pas couverte, acceptée et même voulue par un gouvernement qui ne représente justement que les intérêts des capitalistes.

Il ne sert à rien de faire appel à l'Etat. Lui-même entretient le chômage en refusant d'augmenter le personnel des services publics dont il est le patron. Ces services fonctionnent de plus en plus mal à cause de ce manque de personnel.

La seule force capable d'imposer un changement, d'arrêter les licenciements — de les interdire — c'est la force des travailleurs en lutte.

C'est la seule possibilité qui existe pour empêcher les fermetures d'entreprises.

Mais précisément les organisations ouvrières, CGTM et partis de gauche — ne mobilisent pas cette force pour un tel but.

Et à continuer cette politique ces organisations parviendront à démoraliser et désorganiser les travailleurs. L'exemple du bâtiment qui fut, il y a quelques années, la fraction la plus organisée et la plus combative du prolétariat martiniquais, est bien là pour le prouver.

Aujourd'hui, les patrons ont licencié une grande partie des ouvriers de ce secteur et se sont débarrassés et des sections syndicales et des militants les plus combattifs.

Ce sont de telles difficultés qui attendent les travailleurs de toutes les entreprises si ils ne remettent pas en cause la politique et toute l'attitude des grandes organisations ouvrières.

Comment y parvenir ? C'est aux travailleurs eux-mêmes, en comptant sur leurs propres forces, de trouver les voies et moyens de cette remise en cause.

C'est au cours de chaque lutte qui s'engage maintenant que les travailleurs qui sont en lutte doivent poser les problèmes d'une offensive générale, préparée et organisée, de toute la classe ouvrière, contre les bas salaires, contre le chômage et les licenciements, contre les fermetures d'entreprise.

Agir dans cette voie-là est vital pour toute la classe ouvrière. Et il faut saisir chaque circonstance qui permette de faire avancer la conscience de tous dans ce sens.

Aussi, si les syndicats, ou la seule CGTM, appellent à une journée de grève, malgré l'appréciation que nous portons sur de telles journées sans lendemain, nous appellerons les travailleurs à la mettre malgré tout à profit. Ne serait-ce que pour dire devant tous, et à la face des chefs syndicaux qui refusent la lutte, que bien des travailleurs en ont assez de cette attitude et regardent vers une autre direction : celle de la lutte.

Georges RASSAMY

## FIN DE LA GREVE A SUPERETTE (P-à-P)



(photo Geber)

PAULIN content pour combien de temps ?

Après 24 jours, les employés de Supérette ont arrêté leur grève. Depuis la semaine dernière, Paulin, le patron qui jusque là avait refusé toute discussion sur les revendications des employés, avait manifestement rabaisé son caquet et devenait moins arrogant.

En particulier lors de la réunion d'information tenue avec le personnel au cinéma Airport, il s'était fait moucher à plusieurs reprises par les employés lorsqu'il avait fait état de son maigre salaire «de 15.000 F par mois», alors qu'elles ne percevaient que 1.650 F pour la plupart, et quelle que soit leur ancienneté.

Samedi Paulin a donc accepté l'augmentation de salaire de 12 % réclamée par les employées. Mais elles ont cédé en acceptant l'étalement de cette augmentation : 5 % à compter de janvier 1979 et 3 % à compter d'octobre 1979, 2 % à compter de mars 1980 et 2 % à compter d'octobre 1980.

Alors, c'est sûr qu'en regard de l'augmentation du coût de la vie, ces augmentations ridicules pèseront bien peu dans le porte-monnaie. Et Paulin reste bien un patron de combat qui n'hésite pas à employer tour à tour les menaces et les lamentations pleutres pour continuer à faire des bénéfices sur le dos des travailleurs.

Les employées de Supérette n'ont pas obtenu ce qu'elles réclamaient mais elles ont montré en tout cas qu'elles n'étaient pas prêtes à accepter sans mot dire les atteintes faites à leur niveau de vie.

## MARTINIQUE Hôpital Clarac: Premier recul de la direction!

A la fin du mois de Janvier, un travailleur de la cuisine de Clarac était mis à pied par la direction du CHFF. Celle-ci, en la personne du chef du personnel reprochait sans aucune preuve à l'ouvrier d'avoir dérobé des aliments à la cuisine. Sur sa lancée, le chef du personnel tout en décidant de n'octroyer à l'ouvrier mis à pied que la moitié de son salaire, en attendant qu'il passe devant un conseil de discipline, insultait le personnel des cuisines, l'accusant d'être «une bande de pilleurs et de voleurs».

Pour protester contre la sanction et contre les insultes, nous avons déjà mené plusieurs jours de grève au début de Février. Le Lundi 19, jour où se tenait le conseil de discipline, de nombreux travailleurs s'étaient mis en grève pour soutenir leur camarade.

Eh bien, le verdict du conseil de discipline a été rendu tout de suite : l'ouvrier est acquitté !

C'est donc un camouflet pour la direction qui a accusé injustement un travailleur, l'a privé de la moitié de son salaire et a insulté le personnel des cuisines.

Il reste maintenant à faire en sorte que le directeur suive l'avis du conseil de discipline et réintègre à son poste notre camarade. Nul doute que nous y parviendrons, si nous continuons notre mobilisation.

## EDF Guadeloupe: Un service bien peu public ...

En Guadeloupe, il n'existe que deux centres où l'on peut venir régler ses quittances, faire des réclamations ou contracter un abonnement : à Basse-Terre et à Pointe-à-Pitre. Ainsi, un abonné de l'Anse-Bertrand est obligé de se rendre à Bergevin pour la moindre démarche. Tout le monde ne peut bénéficier d'un compte en banque et profiter du système de domiciliation. La direction de l'EDF le sait pertinemment.

Pour éviter les multiples tracas de déplacement il faudrait installer dans les communes de petits bureaux, comme les PTT, où tout un chacun pourrait se rendre pour ses problèmes d'électricité.

Voilà comment devrait fonctionner un véritable service public. En plus cela éviterait l'encombrement et l'attente à Bergevin et permettrait d'embaucher du personnel supplémentaire.

## EDF GUADELOUPE DU PROVISoire QUI DURE!

Après la panne du groupe D22, la direction a embauché du personnel en régie : cinq mécaniciens pour le réparer. Il arrive souvent que l'on embauche ainsi à titre temporaire. Si on embauche aussi souvent à titre provisoire, c'est donc que la nécessité s'en fait sentir, alors pourquoi ne pas embaucher ces travailleurs définitivement ? S'il y avait du personnel en nombre suffisant, l'entretien et la surveillance du matériel se feraient dans de meilleures conditions et les pannes seraient moins fréquentes.

Mais il faut croire que c'est par principe que la direction refuse d'augmenter les effectifs puisqu'elle préfère dépenser des sommes considérables en réparations fréquentes que de verser des salaires permanents à du personnel supplémentaire.

## Pointe-à-Pitre PRISUNIC EMBAUCHE !

Au début du mois, Jean Rimbaud qui est directeur général des établissements Reynoird en Guadeloupe est parti. Il est remplacé par deux directeurs généraux venus de France.

Le premier est arrivé et a commencé à se promener à Prisunic-ville.

Les établissements Reynoird qui racontent toujours qu'ils sont en déficit ne trouvent donc rien de mieux que de remplacer un directeur par deux qui bénéficient chacun d'avantages considérables ! Il faut croire que les mesures d'économie annoncées ne touchent pas les privilégiés de l'entreprise.

## MARTINIQUE: ERCAM EXIGEONS MIEUX QUE LES 6% DU PATRON!

Le patron de l'entreprise a proposé 6 % d'augmentation aux ouvriers, avec la promesse de revoir leur qualification.

Ce n'est pas par bonté d'âme que le patron a agi ainsi. C'est tout simplement que les ouvriers de son entreprise sont les plus mal payés de la métallurgie et qu'il préfère ainsi prendre les devants avant que les ouvriers eux-mêmes n'exigent de meilleurs salaires.

Mais sa «générosité» ne va pas jusqu'à les payer sur la base que propose la Convention Collective de la Métallurgie.

Aussi, si le patron décide de s'arrêter là sur le chemin des augmentations, les travailleurs d'Ercam devront aller beaucoup plus loin pour l'amélioration de leur salaire !

## Martinique: SOCALTRA: OUI A LA SEMAINE DE 35 HEURES! INTERDICTION DES LICENCIEMENTS!

A la Socaltra (entreprise de métallurgie) dernièrement, le patron nous a annoncé que les affaires de l'entreprise ne marchaient plus aussi bien qu'avant et qu'il allait prendre des mesures pour en alléger les charges. Il veut ainsi nous donner à tous un mois de mise à pied, réparti en quatre fois (une semaine par mois). Et il menace, au cas où tout ne se passerait pas selon ses prévisions

Ainsi, après avoir pratiqué systématiquement une politique d'heures supplémentaires pendant des mois pour fournir les commandes (la Socaltra a été chargée notamment de la réfection de la cathédrale), le patron ne se gêne pas pour se débarrasser de nous à la première baisse d'activité venue. C'est à nous qu'il demande des sacrifices pour sauvegarder ses sacro-saints profits.

Pourtant quand les affaires marchaient bien, le patron ne nous en a jamais fait profiter, et il ne nous a jamais offert un mois de congés payés supplémentaire pour fêter ça ! Maintenant qu'il a amassé ses profits sur notre dos, il nous rejette aussi facilement que la vieille peau d'un citron qu'on a purgé.

Pour tenter de nous faire accepter ses décisions, le patron est même allé jusqu'à demander à certains d'entre nous d'aller vérifier sur les quais les arrivées de charpentes métalliques concurrentes, afin que nous nous rendions compte par nous-mêmes des difficultés auxquelles se heurterait l'entreprise ! Il voudrait peut-être que nous nous chargions nous-mêmes de protéger la Socaltra de la concurrence capitaliste ! Mais ce ne sont pas nos affaires... jusqu'à présent le patron ne nous a jamais ouvert ses livres de comptes pour nous laisser examiner de près tous les profits qu'il

fait en nous exploitant et la situation financière réelle de l'entreprise.

De la même façon, il voudrait que nous fassions pression sur le Conseil Général et les organismes officiels pour obtenir des crédits ou des commandes pour l'entreprise, en parlant au nom de la garantie de l'emploi. Son but est donc de nous transformer en démarcheurs de l'entreprise et en représentants de ses intérêts. Mais là encore, ce n'est pas notre rôle. Nous n'allons pas nous battre pour les intérêts du patron.

Nous ne sommes pas décidés à accepter de faire les frais de sa gestion qui ne profite qu'à la Socaltra. S'il y a moins de travail, qu'il commence par réduire le temps de travail à 35 h par semaine, mais sans diminution de salaire. Nous sommes favorables à la semaine de travail moins longue, mais sans aucune réduction de notre salaire.

Quant aux licenciements, il n'est pas question non plus de les accepter. Que la Socaltra se débrouille pour conserver tous ses ouvriers. Quant à nous, nous sommes prêts à nous battre pour conserver notre gagne-pain. Dans ce pays de chômage où l'emploi est rare, nous ne pouvons pas laisser les capitalistes licencier à leur aise selon les besoins de leurs entreprises.

D'ailleurs la Socaltra, qui est une filiale du groupe Creusot-Loire dont le principal actionnaire est le Baron EMPAIN, a largement les moyens de vivre et de prospérer. Restons donc insensibles aux pleurs de la Socaltra ! Les magnats de l'acier en France rentabilisent en licenciant des milliers de travailleurs. Nous sommes donc avertis de leurs intentions. Refusons de faire le jeu de ces mêmes capitalistes et de nous laisser écraser sans réagir !

## Martinique: ALLEZ VOUS RHABILLER H. MANGATTALE!

France-Antilles (Martinique), selon certains, n'était qu'une feuille de chou; dans une louable volonté de changement, Henry Mangattale, un de ses rédacteurs martiniquais, entreprend d'en faire... une feuille de vigne. Dans un article indigné, intitulé «Ça suffit !», il s'en prend à «l'exhibition du sexe sur nos plages». Dénonçant le nudisme pratiqué par certains touristes aux Anses d'Arlets, c'est un homme visiblement traumatisé qui s'adresse aux lecteurs et aux pouvoirs publics.

Il semble disposer d'informations de première main : «les refoulés ou les adolescents alléchés et excités se postent régulièrement dans les lieux où s'installent ces gens au bord de la mer, attendant un spectacle qui souvent est permanent». A croire qu'il s'est posté lui-même pour mieux regarder... les refoulés !

Bref, notre rédacteur en chef est consterné par les spectacles provocateurs qui s'offrent à sa vue sur les plages, et il évoque l'affreuse perspective de voir les Martiniquais transformés en «population de voyeurs et de névrosés impuissants».

Mais il y a pire ! Car voyez-vous, tout cela donne des Blancs «une image de marque déplorable». Les femmes blanches ne sont plus respectées ! Cependant tous les Blancs ne sont quand même pas «coupables»; en bon colonisé fidèle à ses maîtres, Mangattale tente de sauver l'honneur du «coq gaulois»: ces excès ne proviennent pas des Français, mais des Allemands et des Canadiens !

Et il termine en implorant le Préfet d'arrêter ça avant que des «hommes décidés et indignés» ne mettent «le feu aux poudres». Ce qui les retiendrait jusqu'ici, c'est que «beaucoup de Martiniquais ont encore (sic) le complexe colonial qui les bloque, les exhibitionnistes étant blancs».

Qui pourrait en douter, après avoir lu son article ?

## MARTINIQUE: DISTILLERIE CLEMENT: VERS LA FERMETURE?

C'est une quarantaine d'ouvriers et une centaine de familles qui sont menacés par la fermeture possible de l'Usine CLEMENT au François.

Le propriétaire de la distillerie, le capitaliste CLEMENT, projette en effet de céder la totalité de l'entreprise au groupe COIN-TREAU déjà actionnaire de l'usine, qui à son tour en concentrerait les activités sur l'usine de Sainte-Marie dont il est également propriétaire.

Ainsi CLEMENT, comme ses prédécesseurs COURVILLE ou DESPOINTES s'appête à passer la main et à aller investir ses capitaux ailleurs que dans la canne.

Les travailleurs menacés par les licenciements ne pourront compter que sur leur lutte et leur détermination pour ne pas être les victimes de ces arrangements entre capitalistes.

Combat Ouvrier, journal hebdomadaire est en vente dans les boutiques et les librairies en Martinique et en Guadeloupe. Réclamez-le à votre libraire.

Tarif d'abonnement :

Antilles :	1 an	65 F
	6 mois	35 F
France :	1 an	100 F
	6 mois	50 F

Sous pli fermé :

1 an	110 F
6 mois	65 F

Versement à adresser à :

Action et Réflexion Socialistes  
A.R.S.

B.D.A.F. Pointe-à-Pitre 10 002 640 97

# AFFRONTEMENTS RACIAUX DANS LES LYCEES



## France-Antilles et les événements de Baimbridge

Décidément les journalistes de France-Antilles auront dû user de toutes les contorsions rédactionnelles et de toutes les « ficelles du métier » pour cacher que les incidents de Baimbridge ont été provoqués par un groupe d'élèves racistes envers les élèves guadeloupéens. « Appeler un chat un chat », cela n'est pas dans les habitudes de ces journalistes.

Dans le numéro du samedi 17 Février il s'agissait d'une « plaisanterie de mauvais goût entre élèves ».

Mais, la perle des perles c'est dans le numéro du lundi 19 qu'on la trouve.

François Bracy explique les événements de Baimbridge par une série de causes qui seraient « sportive » ou même « pornographique ». Sur cette dernière version, il nous dit en effet après une soi-disant enquête faite sur les lieux : « des élèves antillais auraient conseillé (ou ordonné) à cette jeune fille d'ôter ses effets d'un goût douteux » (les inscriptions racistes deviennent sous la plume de Bracy des « vêtements d'un goût douteux »...) « et l'élève se serait déshabillée ».

Mais, il y a encore mieux. Comme France-Antilles ne peut ouvertement

prendre le parti des racistes, il renvoie tout le monde dos à dos... comme c'est facile !! En effet, dans un autre entre-filet pas signé celui-là, mais de la même veine, France-Antilles s'attaque à deux tracts : l'un du SGE (Syndicat Général de l'Education en Guadeloupe) l'autre du comité de lutte des élèves. Le rédacteur s'offusque du terme « agression » pour ajouter : « l'agression est possible. Mais, n'y a-t-il eu au préalable aucune provocation de la part des Antillais ? Et France-Antilles de conclure par un appel à la répression déguisé, réclamant la justice qui devrait « établir les responsabilités », « écarter les fauteurs de troubles ».

Voilà la brillante analyse des journalistes de France-Antilles sur les événements de Baimbridge. Cacher, tronquer l'information, chercher à s'en tirer par des pirouettes ou par la formule de « l'enquête » où l'on peut, à partir de faits sans doute véridiques, faire dire à n'importe qui, n'importe quoi, c'est la méthode qui fut choisie pour camoufler ce qui s'est réellement passé à Baimbridge.

P. J. C.

## BAIMBRIDGE: Bagarres...

(suite de la page 1)

Trois cars de CRS arrivent devant le lycée. Des policiers locaux sont placés en faction aux entrées. Le sous-préfet, le procureur, le directeur des renseignements généraux, des policiers en civil accourent sur les lieux. La nouvelle part comme une traînée de poudre dans Pointe-à-Pitre. Beaucoup de gens arrivent alors sur les lieux.

Vers 13 h, les choses se sont calmées. La foule commence à se disperser. C'est alors que les élèves qui ont affiché leur racisme sortent du bureau du proviseur. Un de leurs parents bouscule un jeune guadeloupéen appuyé sur sa voiture. Une bagarre est évitée de peu.

Dans l'après-midi, les élèves tiennent une assemblée générale pour décider d'une action de protestation. Le lycée est fermé sur ordre du Recteur.

Le Sous-préfet bredouillera quelques mots tremblants à la radio au bulletin d'information de 13 h.

Dans l'après-midi, les élèves tiennent une assemblée générale.

Vendredi 16 : Des réunions d'élèves, de professeurs se tiennent au lycée. Des communiqués de protestation contre les élèves racistes commencent à « tomber » sur les ondes. Organisés en « Comité de lutte », les élèves se rendent à Basse-Terre à Capesterre, au Lamentin, à Moule pour tenir des réunions d'information avec les élèves des établissements de ces communes.

Samedi 17 : L'administration rectorale annonce l'exclusion des deux élèves racistes

et la suspension du parent d'élève, le professeur ayant participé à la bagarre.

Lundi 19 : L'administration autorise la reprise des cours, mais ils ne reprennent pas. Au lycée moderne, les élèves organisent un meeting et une grève, au lycée technique les professeurs décident de ne pas reprendre les cours et organisent une assemblée générale pour faire le point sur la situation. Les élèves ne sont pas satisfaits des mesures prises par le Rectorat. Ils demandent l'exclusion d'autres élèves racistes du lycée. Une entrevue a lieu avec le Vice-recteur qui demande des preuves pour prendre des sanctions. Il est intervenu sur les ondes au journal de 13 h.

Mardi 20 : Pas de reprise des cours, les élèves tiennent encore des réunions dans tout l'établissement et envisagent un meeting général avec les élèves du Moule, du Lamentin et des élèves d'autres établissements pour mercredi.

Mercredi 21 : Plusieurs centaines d'élèves manifestent dans les rues de Pointe-à-Pitre, en scandant « Ce n'est qu'un début, le combat continue », et « Pwofèsè, zèlèv racis, déwô ! ». Au cours de ce défilé, ils ont distribué des tracts à la population qui, dans sa grande majorité, approuvait leur mouvement.

D'autres manifestations de lycéens ont également eu lieu dans d'autres communes, notamment Basse-Terre, Capesterre, Moule, regroupant chaque fois plusieurs centaines de jeunes.

## I. R. F. A.

Nous présentons aujourd'hui une entreprise dans laquelle des travailleurs sympathisants de notre tendance publient le bulletin « Plantations en Lutte ».

### Qu'est-ce que l'IRFA?

### Le vrai visage du directeur

L'IRFA (Institut de Recherche sur les Fruits et Agrumes) est un institut de recherches appliquées, spécialisées en cultures fruitières et tropicales. Il est régi par la loi de 1901, et est membre du GERDA (Groupe-ment d'Etudes et de Recherches pour le Développement de l'Agronomie tropicale) créé en 1970 par les pouvoirs publics pour coordonner les activités de huit instituts de recherches comme l'IRAT et l'IRFA par exemple.

Le siège de la direction générale de l'IRFA est à Paris, avec des services techniques à Montpellier et en Corse. L'institut possède Outre-Mer des stations en Afrique (Cameroun, Côte d'Ivoire, Mauritanie, Niger) plus celles de Guadeloupe, Martinique, Guyane et Réunion. En outre, il participe à des missions à long terme dans certains pays africains avec des experts détachés dans des organismes de développement. L'IRFA participe à l'établissement de programmes de développement dans plusieurs autres pays africains et à Cuba et au Brésil.

Au total l'institut employait en 1977, 122 chercheurs, ingénieurs et personnels de maîtrise pour un ensemble de 804 personnes.

Ses objectifs : l'amélioration de la qualité et du rendement en espèces fruitières tropicales, l'introduction et le développement d'espèces fruitières nouvelles. L'IRFA est en relation avec l'INRA, l'ORSTOM, les Facultés, etc...

En Guadeloupe, la station de l'IRFA se trouve à Capesterre (Neufchâteau). Entre 60 et 70 personnes y travaillent, car en plus de la partie recherche, il existe une exploitation de bananes et une d'ananas.

Le financement de l'IRFA est assuré par des subventions versées par la DGRST (477 000 F pour les prévisions 1977), le Conseil Général et Conseil Régional (263 000 F, prévisions 1977). En plus de cela une taxe parafiscale perçue sur l'expédition de la banane est versée à l'Institut (1 300 000 F, prévisions 1977) à laquelle s'ajoutent les recettes provenant de la vente de produits cultivés par la station (bananes, ananas, etc...).

On se souvient qu'au mois de décembre, les travailleurs de l'IRFA avaient entamé une grève illimitée pour réclamer entre autres revendications :

- La mensualisation des ouvriers payés à la quinzaine;
- Une augmentation de 6,35 % de tous les salaires plus une de 2,11 %, sauf pour les cinq salaires les plus élevés. La grève avait été suspendue, le directeur de la station s'étant rendu en France pour consulter la direction générale.

Un premier rendez-vous a eu lieu le 12 entre direction et représentants du personnel. Rien n'en est sorti. Un autre a été fixé pour bientôt.

Entre temps l'attitude du directeur de la station, M. Darthenucq, a beaucoup changé. Depuis son retour de France il montre son vrai visage.

Tout d'abord, ce Monsieur qui auparavant n'hésitait pas à serrer la main à tout travailleur qu'il rencontrait, parfois même deux à trois fois par jour, est devenu avare de ses poignées de main; c'est tout juste s'il grogne un bonjour aux travailleurs qu'il rencontre dans la journée. De plus, alors qu'auparavant les travailleurs qui le désiraient pouvaient emporter plusieurs kilos de déchets de bananes, le directeur vient de décider qu'il est désormais interdit de le faire, en ajoutant qu'il préfère les jeter plutôt que de les donner. En plus de cela, les salaires qui étaient versés le 25 pour les mensuels le seront désormais seulement le dernier jour du mois, sous prétexte de difficultés que connaît actuellement la station.

En fait cette nouvelle attitude de la direction ne traduit qu'une chose : sa rage et son désir de vengeance. Le directeur prive les travailleurs de ses poignées de main (ce n'est pas une grosse perte), leur interdit d'emporter des déchets et recule la date de la paye. Ce monsieur aurait préféré que les travailleurs acceptent de voir leur niveau de vie diminuer, en raison de la hausse vertigineuse des prix, sans rien dire. Il aimerait que les travailleurs soient dociles, ne réclament pas, ne fassent pas grève. En fait, il aurait aimé que tous en chœur les travailleurs de l'IRFA lui entonnent la chanson : « Merci patron ! merci patron !... »

## SITUATION RACIALE EXPLOSIVE AU LYCEE DE TRINITE

Pendant toute une semaine, du Lundi 12 au Lundi 19, les élèves du Lycée de Trinité ont mené une grève pour protester contre l'attitude de 2 professeurs français dont ils dénoncent le comportement méprisant et le racisme.

Parce qu'il était accusé injustement d'être arrivé en retard par un des professeurs en question, l'un des élèves s'est retrouvé exclu « provisoirement » de l'établissement, en compagnie de la chef de classe qui l'avait soutenu. Mais ce qui a choqué le plus les élèves, c'est le parti-pris de l'administration, en la personne du proviseur qui niant l'évidence, prenait fait et cause pour les professeurs incriminés.

L'affaire se calmait déjà quand un autre problème se pose. Les internes eurent un petit déjeuner insuffisant, consistant en du pain mouillé et en une lavasse servie comme chocolat au lait.

Cela allait déclencher la colère et faire repartir le mouvement, bientôt renforcé au niveau du LEP qui lui aussi se mettait en grève. C'est à ce moment qu'eurent lieu quelques bousculades, au cours desquelles certains professeurs et membres de l'administration furent pris à partie.

Face à cela, des professeurs, en grande majorité français ont publié une motion, dans laquelle ils condamnaient les élèves et accusaient certains professeurs antillais d'être « des manipulateurs ». Par là même, ces professeurs se solidarisaient de fait avec les 2 enseignants français accusés de racisme puisqu'ils faisaient retomber toute la responsabilité des incidents sur élèves et professeurs antillais.

Ainsi, un incident, au départ banal s'était envenimé parce que les deux professeurs français en cause, Vilpoux et Charpentier, étaient déjà perçus auparavant comme des racistes à cause de leur attitude, de leurs propos, de leur façon d'agir. Et ceci par les élèves comme par bien des professeurs.

Le fait que la quasi-totalité des professeurs français ont soutenu leurs deux col-

lègues, tout en attaquant élèves et professeurs antillais, a contribué à transformer l'incident en un incident raciste, dans lequel deux camps étaient face à face : d'un côté professeurs blancs, de l'autre professeurs et élèves noirs ! Et cela allait être d'autant plus ressenti comme tel que au lycée, sur 97 enseignants, 72 sont des français !

Actuellement, après une semaine de grève, les cours ont repris à la Cité scolaire de Trinité. L'administration, pour désarmer le mécontentement, a consenti, tant au niveau du lycée que du LEP, à des aménagements matériels.

Mais la tension demeure vive : c'est ainsi que les professeurs accusés de racisme ne sont pas venus au conseil de classe qui a décidé de la reprise des cours et affirmé ne pas se sentir concernés par les décisions prises lors de ce conseil de classe, notamment celle de réintégrer sans conditions les élèves exclus. D'autre part, les élèves de la classe dans laquelle s'est produit l'incident affirment qu'il leur est impossible de travailler avec les deux racistes. Chacun demeure donc sur ses positions.

Cependant, le mouvement a été positif sur plusieurs points.

Tout d'abord, l'administration a dû faire un certain nombre de propositions pour améliorer les conditions matérielles d'enseignement à Trinité.

Ensuite, en se mobilisant contre le racisme, les élèves ont montré qu'ils n'entendaient pas se laisser faire et accepter l'attitude méprisante et bornée des nostalgiques de l'empire colonial français.

Enfin, et cela n'est pas négligeable, les élèves du LEP se sont organisés au cours de la lutte. Ils ont créé un comité VOIX du LEP, ce qui les met en meilleure position pour obtenir de l'administration des améliorations dans les conditions d'enseignement. Ils ont déjà réussi à faire respecter leur dignité contre les attaques d'une administration tatillonne et bornée.

J. B.

# LA CHINE GARDIENNE DE L'ORDRE AU SUD-EST ASIATIQUE

Depuis le samedi 17 Février à l'aube, une vingtaine de divisions blindées chinoises, appuyées par de l'artillerie lourde ont pénétré sur le territoire vietnamien.

Au moment où nous écrivons, elles sont toujours à une vingtaine de kilomètres à l'intérieur du territoire, et des combats violents et meurtriers se déroulent entre troupes chinoises et armée vietnamienne, mobilisée contre «l'incursion» chinoise.

En l'état actuel des informations à notre disposition, il semble que l'on assiste à un conflit de portée limitée. Il ne semble pas que la Chine soit décidée à occuper carrément le Vietnam. Il apparaît bien plus probable, comme l'ont dit les autorités chinoises récemment, qu'il s'agit de donner «une leçon au Vietnam», la «leçon» consistant certainement en l'occupation temporaire d'une portion frontalière du territoire vietnamien.

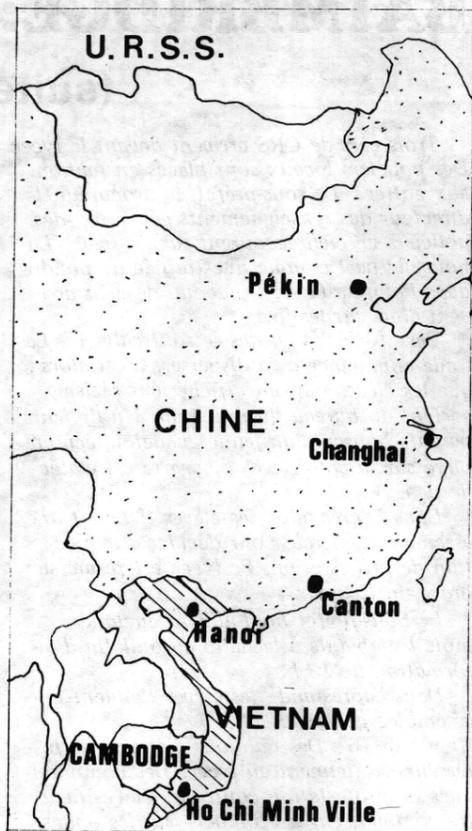
L'intervention chinoise s'explique vraisemblablement par plusieurs raisons d'ordre national et international qui s'imbriquent pour conduire à la situation actuelle au Sud-Est Asiatique.

Paraphrasant un vieil adage on pourrait se demander : A qui profite le crime ? et ajouter : Que rapporte-t-il à son auteur ?

Bien sûr, la Chine a sûrement agi de son propre chef et pour ses propres intérêts dans la région. Mais il est aussi certain que son action, à défaut de profiter directement et immédiatement à d'autres — notamment à l'impérialisme américain — doit quand même bien arranger ce dernier.

La Chine a agi pour son propre compte dans la mesure où elle n'admet pas que les problèmes de cette région du monde se règlent sans sa participation. Autrefois elle a fait suffisamment de déclarations bruyantes et fracassantes avec, entre autres, pour but de participer à la politique mondiale, et notamment à l'ONU, pour ne pas accepter d'être comptée pour rien dans sa propre sphère d'influence.

Or ne voilà-t-il pas que ce petit état



vietnamien a la prétention de défaire un régime et de reconstruire au Cambodge un autre plus proche de ses propres vues. Et cela alors même que le régime en place sous Pol Pot bénéficiait des faveurs des dirigeants chinois ! Il n'y a peut-être pas d'intérêt matériel ou territorial immédiatement en jeu — encore qu'il existe le contentieux des réfugiés chinois chassés du Vietnam — il y a en tout cas des arrangements et un certain ordre des choses dans la région que le régime de Pékin veut sans doute faire

respecter aux Vietnamiens.

En intervenant de cette façon brutale, les Chinois veulent encore obliger et le Vietnam et son alliée soviétique à régler le problème du Cambodge avec sa participation. La Chine refuse de voir remettre quoi que ce soit en cause dans cette partie du monde sans avoir son mot à dire.

Pourquoi alors aurait-elle attendu aussi longtemps après l'intervention vietnamienne au Cambodge pour réagir ? Sans doute comptait-elle sur une résistance plus grande des troupes de Pol Pot et peut-être a-t-elle été surprise par l'effondrement aussi rapide de ce régime.

Quoi qu'il en soit aujourd'hui elle a contraint le camp d'en face à reconsidérer la situation. Du moins c'est ce qu'elle espère.

Tout dépendra de l'attitude du Vietnam et de la limite que l'URSS mettra ou pas à son soutien à ce dernier.

Les Vietnamiens qui ont mené depuis plusieurs années une guerre incessante pour faire respecter leur indépendance ne sont certainement pas bien disposés à accepter ni les pressions ni les injonctions de quel que état que ce soit.

Dans ces conditions le conflit risque-t-il de s'étendre ? Si le problème du Cambodge revient à la discussion entre les grandes puissances, par le biais de l'ONU ou par un autre, la Chine peut éventuellement s'estimer satisfaite. Reste alors à savoir si elle gèlera ses positions au point que ses soldats ont atteint ou si elle va se retirer. Cela dépendra en grande partie des discussions engagées entre les grandes puissances et des pressions que le Vietnam acceptera ou pas de subir.

Ainsi le régime chinois qui avait hérité de l'impérialisme, à la fin de la guerre d'Indochine, du rôle de garante de l'ordre dans cette partie du monde — en contrepartie de sa reconnaissance par cet impérialisme — s'acquitte apparemment bien de sa tâche. Les peuples de cette région doivent savoir après l'intervention chinoise au Vietnam que la Chine est bien loin aujourd'hui de l'époque où elle se faisait la championne des peuples opprimés contre l'impérialisme. Aujourd'hui elle joue le rôle de gardienne des intérêts du même impérialisme, en Asie du Sud-Est.

Cela montre quelle limite à l'anti-impérialisme de certains leaders et régime dits progressistes dudit Tiers Monde.

## ENCHAINEE A KHOMEINY

Le problème qui se pose maintenant à Khomeiny et aux nouveaux dirigeants de l'Iran est le rétablissement de l'ordre bourgeois contre la même population qui les a portés au pouvoir. Et, le rétablissement de l'ordre, cela signifie tout d'abord : faire restituer les 140.000 armes distribuées, volées ou prises dans les casernes par la population insurgée. Cela signifie aussi mettre au pas la gauche et l'extrême gauche iraniennes.

Ce courant, constitué essentiellement des fedayin (mouvement de guérilla) ou le mouvement national des moudjahidin (combattant du peuple d'Iran — mouvement de guérilla-religieux) ou encore du parti Toudeh (parti communiste iranien), est aujourd'hui qualifié par Khomeiny d'ennemi du peuple. Et ce sont eux qui sont tenus pour responsables des «désordres» de rue ou des derniers coups de fusils tirés ça et là dans le pays. Cela donne cette gauche iranienne. Car si demain, pour éviter tout mouvement de protestation et maintenir l'ordre, ce même Khomeiny peut très bien faire appel à l'armée, celle d'une idée assez précise de ce qu'encourt chah, qu'il a récupérée quasiment intacte, contre les travailleurs qui lui font confiance jusqu'ici.

Ainsi cette gauche risque de payer très cher la politique qu'elle a menée et qu'elle mène encore en ce moment. Les partis de gauche en effet ont jusqu'à présent fait acte d'allégeance totale à Khomeiny et ont appelé les masses à s'en remettre à l'ayatollah. C'est ainsi qu'un dirigeant du Toudeh déclarait dernièrement : «Soutenir l'initiative de l'ayatollah pour la réalisation des buts révolutionnaires, la création d'un conseil révolutionnaire islamique... et la promotion de la république islamique». Leur programme actuel se borne à réclamer quelques mesures radicales comme des nationalisations. Ces partis ne constituent pas autre chose qu'une aile gauche du mouvement religieux. Ils ne proposent aucune autre politique aux travailleurs. En particulier, ils ne proposent pas aux travailleurs de poursuivre la lutte, de garder les armes pour faire entendre leurs revendications sans encourir la répression. Partout où il est implanté le Toudeh a exécuté les ordres de Khomeiny et a fait reprendre le travail.

La gauche iranienne et en particulier le Toudeh mènent une politique criminelle en enchaînant ainsi une fraction de la classe ouvrière au char des religieux au pouvoir.

Pierre JEAN-CHRISTOPHE

## «soleil noir»

UN SPECTACLE DES ATELIERS DU SERMAC



Des milliers de spectateurs martiniquais ont suivi avec intérêt, et même parfois avec passion, le spectacle présenté par les ateliers du SERMAC sous le Chapiteau du Parc Floral. Bientôt les spectateurs guadeloupéens pourront à leur tour apprécier cette vaste fresque de l'histoire antillaise qu'ont voulu retracer les jeunes artistes stagiaires du SERMAC.

Musique, danse, poèmes, théâtre, audio-visuel, tout est présent dans ce spectacle : de l'époque des Caraïbes à la société coloniale actuelle, en passant par les principaux épisodes de l'esclavage, l'histoire de la Martinique est évoquée en mouvements, lumières et sons pour la plus grande joie du spectateur qui se laisse entraîner par la fougue des danses et l'émotion des chants et des récitatifs.

Bien sûr, le spectacle n'est pas «neutre». D'abord l'histoire de la colonisation parle d'elle-même, et l'évocation du génocide perpétré sur des millions d'Africains par les esclavagistes européens suffit à condamner violemment la société

coloniale. Mais outre cela, les jeunes artistes du SERMAC ont voulu laisser un message de lutte et d'espoir : toutes les horreurs du passé, toutes les humiliations du présent trouveront un jour leur terme, lorsque le peuple martiniquais se lèvera contre l'opresseur colonialiste.

Si l'intention est d'appeler à la révolte et à l'action, par contre le message reste fort imprécis et ambigu sur la solution préconisée pour changer la société colonialiste actuelle et sur les perspectives offertes par ce changement. Mais, après tout, la danse et la musique, si elles sont des éléments importants de la culture, n'ont pas pour fonction de renverser les rapports sociaux existants. Aussi suffit-il de se laisser gagner par le charme prenant et la beauté de ces scènes rythmées qui nous font vivre pendant une heure et demie des vies, des sentiments et des émotions multiples.

Il faut aller voir «Soleil Noir» !

M. T.

## France : Le nationalisme n'est pas la politique de la classe ouvrière

«Achetez français - fabriquons français», «il faut lutter contre ceux qui veulent laver l'Allemagne de tous soupçons», «Schmidt fera-t-il la loi ?», «Bruxelles décide, Paris enregistre», «les forces supranationales veulent contraindre la France à abandonner sa défense nationale», «Non à l'Europe allemande»... telles sont quelques-unes des phrases qui reviennent régulièrement à la une de l'Humanité ou sur les affiches du Parti Communiste Français.

Ces quelques phrases illustrent la campagne de grande envergure que mène depuis plusieurs mois le PCF pour «l'indépendance nationale» en France.

Au travers de cette campagne, ce parti qui se pare encore de l'étiquette de communiste essaie de se servir, pour sa politique, des vicieries les plus éculées du nationalisme, de la xénophobie. Le PCF utilise dans cette campagne des arguments que bien des bourgeois réactionnaires de nos jours n'oseraient plus reprendre à leur compte, des arguments qui ont, en tous cas pendant longtemps, été dénoncés par le mouvement ouvrier organisé qui leur opposait l'internationalisme de la classe ouvrière.

Pour le PCF c'est l'Allemagne, c'est l'étranger qui serait responsable de la crise de l'économie française. Ainsi, face à la crise, le PCF appelle les travailleurs français à défendre «l'intérêt national», à défendre «l'industrie française». Autrement dit, ce que propose le PCF aux travailleurs c'est d'oublier que les capitalistes, français, sont leurs véritables ennemis, mais plutôt de faire cause commune avec eux contre leurs concurrents allemands, belges, espagnols et américains.

Une telle politique dresse les travailleurs des différents pays les uns contre les autres au plus grand profit de leurs bourgeoisies respectives.

Les problèmes qu'ont à affronter les travailleurs français sont exactement les mêmes que ceux que rencontrent les travail-

leurs allemands. Par exemple, tandis que le PCF s'évertue à régionaliser, à parcelliser la lutte contre les licenciements dans la sidérurgie pour en faire un problème bien français, bien lorrain, les ouvriers allemands se mettent en grève contre «le plan acier» allemand qui comme son équivalent en France prévoit licenciements et chômage.

Alors le nationalisme, s'il est une politique pour le PCF, ne saurait en être une pour la classe ouvrière. Le nationalisme est profondément contraire aux intérêts de la classe ouvrière et pour notre part nous, à Combat Ouvrier, pensons qu'être pour l'émancipation de la classe ouvrière c'est être internationaliste. Nous faisons nôtre la phrase de Marx «Prolétaires de tous les pays, unissez-vous».

N. C.

### COMBAT OUVRIER

Directeur de publication :

G. BEAUJOUR

Adresser

toute correspondance :

ANTILLES :

Gérard BEAUJOUR

B.P. 214

97110 POINTE-A-PITRE

(GUADELOUPE)

ou B.P. 386

97204 FORT-DE-FRANCE

(MARTINIQUE)

FRANCE :

Combat Ouvrier

B.P. 80

93302 AUBERVILLIERS

Cédex

Impression

CIF Pointe-à-Pitre

Commission paritaire